



JOURNAL DU CHAOS

La gentillesse est le langage qu'un sourd peut entendre et qu'un aveugle peut voir.

Mark Twain

Semaine 23 - 2019

Du 3 au 9/06

A mon avis les Républicains sont morts

Laurent Wauquiez

Il est de mon devoir de ne pas respecter les règles européennes qui affament les familles italiennes

Matteo Salvini, chef de la Ligue

La droite passe son temps à débrancher ses leaders. On se croirait dans un magasin d'électricité

Un parlementaire centriste

C'est complètement con d'être antisémite en 2019. Aujourd'hui, ce sont les gay qui contrôlent tout

Blanche Gardin, humoriste féroce





La débâcle des Républicains aux européennes va fatalement impacter les futures élections municipales auxquelles tant LREM et le RN pensent déjà. Ainsi, le maire de Quimper (Finistère), Ludovic Jolivet, vient d'annoncer qu'il quittait LR pour Agir, une composante de LREM. C'est parti.

Avec 23,3% des voix enregistrées lors des dernières élections européennes, le Rassemblement national a séduit une partie importante du territoire français, notamment les campagnes. La liste emmenée par Jordan Bardella est en effet arrivée en tête dans 73% des communes de moins de 3 500 habitants.

Samedi 1^{er} juin, pour le 29e weekend de mobilisation des "gilets jaunes", ils étaient 2.600 à battre le pavé dans toute la France à 14 heures, dont 1.300 dans la capitale, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur.

Pour LREM comme pour le Rassemblement national, l'objectif à court terme, ce sont les élections municipales. Avec l'idée de rallier à leur cause les maires LR fragilisés, notamment dans les communes de moyenne envergure.

Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on craint que Lens (Pas-de-Calais), Toulon (Var), La Seyne-sur-Mer (Var) et Perpignan (Pyrénées-Orientales), où le RN a dépassé les 30 % aux européennes, tombent dans leur escarcelle, ainsi que Nîmes (Gard) et Avignon (Vaucluse), où il a flirté avec les 25 %.

Organisée par l'ex-ministre Benoist Apparu, la deuxième édition du Forum « Planet A pour l'agriculture de demain » aura lieu les 27 et 28 juin à Châlons-en-Champagne (Marne), sous le patronage d'Emmanuel Macron. Outre les ministres Brune Poirson et Didier Guillaume, seront présents trois députés européens venus d'Espagne, d'Allemagne et des Pays Bas.

Une nouvelle page s'ouvre pour Jérôme Lavrilleux, bien loin du Parlement européen, qu'il s'apprête à quitter. Cet été, l'ex-directeur adjoint de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012 ouvrira deux gîtes à Abjat-sur-Bandiât, 617 habitants, en Dordogne.

Marion Maréchal a de nouveau fait entendre sa voix sur le plateau de LCI : « *Ce que je crois indispensable, c'est que puisse émerger de cette débâcle de LR, un courant de droite qui se structure, qu'il puisse accepter le principe d'une grande coalition avec le Rassemblement national.* »

Marion Maréchal dresse le constat d'une opposition divisée et incapable en l'état de proposer une alternative « *à cette grande famille centriste progressiste* ». Famille coupable selon elle d'« *affaiblir toutes les institutions construites par le peuple et qui tendent à réduire les antagonismes sociaux* ». « *Le RN est nécessaire, mais il n'est pas suffisant. Je cherche à réfléchir comment demain aller au-delà du RN. Pour permettre ces fameuses alliances qui nous permettront de sauver la France.* »

Il y a un an, son plan pour les banlieues était enterré sans fleurs ni couronne par Emmanuel Macron. Mais le 13 juin, Jean-Louis Borloo fera son grand retour au côté de Julien Denormandie, le ministre de la Ville et du Logement, pour sa journée de mobilisation sur la politique des quartiers à la Grande Halle de la Villette à Paris (XIX^e).

Valérie Pécresse a annoncé, mercredi 5/6, sa démission des Républicains. « *Nous devons refonder la droite, elle est menacée d'extinction, mais en femme libre j'ai décidé de quitter les Républicains. La*

refondation de la droite ne peut pas se faire à l'intérieur du parti », a-t-elle assuré, dénonçant une formation « cadencée dans sa formation et dans ses idées ».

Elysée

Emmanuel Macron compte sur les municipales pour jouer sur deux tableaux. D'abord s'implanter localement, en vue notamment des élections sénatoriales de septembre 2020. « *Il manque à notre mouvement une dimension locale* », confirme un responsable LREM. Il s'agit ensuite de continuer à fracturer la droite. D'où l'appel récurrent, et insistant, aux maires LR qui souhaitent se représenter de rejoindre les rangs de la majorité.

Fin de partie entre Donald Trump et Emmanuel Macron. Des divergences fondamentales sur le climat, le nucléaire iranien ou le rôle de l'Union européenne ont fini par en venir à bout. Les deux présidents se rencontreront le 6 juin à Caen, pour le seul vrai rendez-vous diplomatique du 75^e anniversaire du Débarquement, symbole de l'unité des Alliés alors que s'accroissent les dissensions transatlantiques.

De nombreux déplacements attendent dès la semaine prochaine le Président qui laisse à son Premier ministre les initiatives de politique intérieure. Après un déplacement à Genève, le 11 juin, pour célébrer les 100 ans de l'Organisation internationale du travail, puis à Malte, le 14 juin, pour le 6^{ème} sommet des pays du sud de l'Union européenne (Med7), il sera à Bruxelles les 20 et 21 juin pour un Conseil européen déterminant pour l'avenir de l'Union. Du 26 au 29 juin, il se rendra aussi au Japon pour une visite officielle suivie d'une réunion du G20.

75^{ème} anniversaire du fameux D-Day – 6 juin 1944 – où figuraient en *guest star* Donald Trump et Emmanuel Macron. Bla bla bla bla !!!! On n'oubliera pas l'invasion américaine, le plan Marshall et la disparition de l'Europe politique.

Gouvernement

Édouard Philippe et la secrétaire d'État aux Affaires européennes, Amélie de Montchalin, ont décidé de recevoir vendredi les 79 députés français élus au Parlement européen afin de discuter des « priorités » à porter ensemble dans l'Union européenne.

Les principaux arbitrages de la future loi sur l'audiovisuel ne sont toujours pas rendus. Le changement du mode de nomination des patrons de l'audiovisuel public - promis par Emmanuel Macron - pose notamment d'importantes difficultés juridiques et politiques.

Alors que le ministre de la culture Franck Riester veut mettre en place une instance de déontologie de la presse, les comités d'éthique de l'audiovisuel se révèlent méconnus, dénués de pouvoirs et de moyens. A France télévisions comme à Radio France, la plupart des membres ont préféré démissionner.

Edouard Philippe a pondu une circulaire qui pose les principes d'une vaste réforme de l'Etat et fixe une feuille de route à ses ministres. Chasse aux « doublons » et réduction du nombre d'échelons hiérarchiques doivent y contribuer, tout comme la plus grande latitude donnée aux directeurs d'administration pour créer leur organigramme. Et une baisse des effectifs.

Une pression particulière est mise sur leurs directeurs : « *Leur investissement personnel [...] et la recherche de solution permettant de surmonter les désaccords doivent être un critère majeur de l'évaluation de leur performance* », précise le texte.

Institutions

La droite parisienne à la mairie de Paris est au bord de l'explosion. Les mauvais résultats des européennes font ressurgir les clivages. Pierre-Yves Bournazel a déjà rejoint Agir, proche de LREM, Rachida Dati reste fidèle à la ligne Wauquiez quand des figures comme Claude Goasguen et Philippe Goujon seraient tentés de rejoindre LREM.

Rappelons que LREM a fait 32,9% des voix à Paris. Et s'avère donc majoritaire. La grande question est de savoir qui conduira la liste entre les différents prétendants, Benjamin Griveaux, Cédric Villani, Hugues Renson ou Anne Lebreton.

Des perquisitions ont été menées au domicile du maire de Lyon, Gérard Collomb, visé par une enquête préliminaire du Parquet national financier sur des soupçons de détournement de fonds publics, ainsi qu'à l'hôtel de ville. Il est accusé d'avoir fait bénéficier son ex-compagne d'emplois municipaux pendant plus de vingt ans.

Divers

Henri de Castries a présidé la soixante-septième réunion du Groupe de Bilderberg qui s'est tenue durant tout ce week-end de l'Ascension à Montreux, en Suisse. Environ 130 participants de 23 pays mêlant dirigeants politiques, d'experts de l'industrie, de la finance, du monde universitaire, des syndicats et des médias. Le grand bla bla mondialiste sur des sujets divers, du réchauffement climatique à l'avenir du capitalisme en passant par la Russie.

Parmi les invités à la réunion de cette année on comptait neuf Français. Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, Patricia Barbizet, présidente de Temaris & Associés, Clément Beaune, conseiller du chef de l'État pour les questions européennes et adjoint à son sherpa, Thomas Buberl, directeur général d'Axa, Patrice Caine, PDG de Thales, François Godement, senior advisor de l'Institut Montaigne sur les questions asiatiques, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, Dominique Nora, directrice de la rédaction de L'Obs et Patrick Pouyanné le patron de Total. Bruno Le Maire, a été le seul ministre en exercice à se rendre à cette discrète réunion.

La guerre des chapelles policières reprend de plus belle entre la préfecture de police de Paris et la place Beauvau. Le préfet Didier Lallement va remettre des propositions à Laurent Nunez le 14 juillet pour contrecarrer les velléités hégémoniques du patron de la police nationale, Eric Morvan.

Les hauts fonctionnaires préconisent de placer sous son autorité l'ensemble des services de police parisiens, ce qui court-circuiterait le préfet de police Didier Lallement. Eric Morvan ferait ainsi main basse sur le prestigieux "36", la Direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) et la Direction du renseignement.

En matière d'antiterrorisme, la DGPN transformerait l'emblématique Brigade de recherche et d'intervention (BRI), qui fait la fierté de la préfecture depuis des années, en simple antenne du RAID.

Tambouille macro-machin

La République En marche (LREM) a installé sa commission nationale d'investissement (CNI) en vue des élections municipales de mars 2020. Coprésidée par la députée ex-juppéiste Marie Guévenoux et le sénateur et ancien ministre socialiste Alain Richard, cette CNI sera chargée, pour toutes les villes de

plus de 9.000 habitants (soit environ 1.200 municipalités), de désigner un candidat LREM ou d'en soutenir un autre jugé compatible.

Depuis les élections européennes, les macronistes issus du parti Les Républicains (LR) mènent une offensive soutenue à destination des élus de droite modérée. Ils multiplient les appels pour inciter leurs anciens collègues à rejoindre la majorité dans l'optique des municipales de mars 2020.

Avec un mot d'ordre : « *Mettez votre énergie à nous aider à reconstruire le pays plutôt que votre parti !* » « *Il faut tendre la main aux maires de droite et s'il le faut, leur tordre le bras* », sourit un ministre.

Droite

La pression était devenue intenable. Laurent Wauquiez a annoncé dimanche soir 2/6 qu'il quittait la présidence du parti. « *Au fond, pour le dire assez simplement: les victoires sont collectives, et les échecs sont solitaires. C'est comme ça. Il faut que je prenne mes responsabilités* », a-t-il expliqué.

Avant de glisser qu'il allait désormais se consacrer à son mandat de président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ce qui allait «sans doute» lui faire du bien, tant il a été «blessé» par l'«épreuve» qu'il vient de «traverser». Et de conclure : « *A mon avis les Républicains sont morts* ».

Ils étaient nombreux à vouloir sa peau. Seulement, voilà, le dilemme est plus complexe car en réalité « *personne ne veut prendre la tête du parti. Ni Péresse, ni Bertrand, ni Larcher. Quant à Retailleau, c'est Belleamy avec 30 ans de plus* », constate un cadre LR. Dur d'admettre qu'on n'existe plus.

Eric Berdoati, maire de Saint-Cloud et président de la majorité LR au conseil départemental des Hauts- de-Seine, a annoncé son départ. Dans sa foulée, toute la droite des Hauts-de-Seine, fief historique et symbolique, menacerait de faire de même.

C'est Jean Leonetti, le maire d'Antibes et vice-président des Républicains qui va assurer l'intérim suite de la démission de Laurent Wauquiez. Médecin cardiologue, né en 1948 à Marseille, il est aussi celui qui pilote depuis sa création la communauté d'agglomération Sophia-Antipolis (CASA), la technopôle n°1 en Europe qui fête cette année ses 50 ans. On lui doit aussi la loi qui porte son nom, dite loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Pour Rachida Dati, plus que jamais décidée à briguer la mairie de Paris, elle déclare à *Paris Match* au sujet de la recomposition de la droite : « *Eric Woerth est sérieux, bosseur, rassembleur. Je m'entends bien avec lui. Il saura remettre tout le monde au travail. Il nous faut un vrai chef. Eric Woerth serait un très bon choix pour succéder à Laurent Wauquiez. Mais tout devra être réglé avant l'été.* »

Pierre-Yves Bournazel, député, membre du grouper Agir et conseiller de Paris quitte lui aussi le groupe les Républicains où il siégeait pour créer sa propre boutique baptisée « 100% Paris » avec deux centristes et 13 député LR. Objectif, les municipales.

Gauche

Les écologistes parisiens étaient appelés à désigner leur candidat aux élections municipales de 2020. David Belliard, 41 ans, le co-président du groupe EELV au Conseil de Paris, a été élu, par 252 voix contre 204 pour le ticket formé par le conseiller régional et porte-parole d'EELV, Julien Bayou et l'adjointe à la mairie de Paris, Antoinette Guhl.

Un millier de signataires dont les députées Clémentine Autain (LFI) et Elsa Faucillon (PCF) appellent dans une tribune publiée mardi par *Le Monde* à un « big bang » de la gauche et à la construction d'un nouveau « cadre de rassemblement politique et citoyen ».

A défaut de voir la vie en rose, Eric Jadot, la voit fortement en vert. « *Les jeunes ne nous ont pas donné mandat pour nous asseoir autour d'une table avec Olivier Faure, Benoît Hamon et Fabien Roussel mais pour agir concrètement sur le climat* », déclare-t-il au Monde.

Et de poursuivre : « *Notre écologie doit montrer qu'elle est sociale et positive, qu'elle est la vraie alternative à l'extrême droite. On doit donner cette espérance dans les zones qui se sentent abandonnées.* » Pour conclure : « *Ma responsabilité est de construire le grand projet pour gagner et être l'alternance* ».

Jean-Luc Mélencho a semble-t-il du mal à se remettre de la torgnole qu'il a prise aux européennes. Il aurait l'intention de prendre du recul. Ce repli stratégique, s'il est confirmé, laissera un vide dans cette famille politique qui est structurée autour du chef charismatique.

Société

Deux ministères ont déposé un pourvoi en cassation dans l'affaire Vincent Lambert, contre la décision de la cour d'appel de Paris ordonnant la reprise des traitements du patient, en état végétatif depuis dix ans.

A en croire le tout nouveau baromètre trimestriel qu'Adecco publie, les résultats, les recrutements devraient atteindre cette année les 3,5 millions équivalents temps plein (ETP) en France malgré le ralentissement de l'économie et une croissance revue à la baisse, à 1,4 %.

Au total, quelque 300 millions de données — micro et macroéconomiques —, compilées chaque mois sur chaque territoire du pays, alimentent ce nouvel indicateur, capable d'offrir un maillage national, par région, par secteur, par métier et par contrat.

Faits divers

Une quarantaine de personnes se sont retrouvés en Bavière, pour assister à l'hommage rendu aux douze membres de la Waffen-SS français de la division Charlemagne exécutés froidement le 8 mai 1945, le jour de la capitulation allemande, par un peloton de la 2^{ème} DB du général Leclerc, dans cette petite clairière située à 2 km de Bad Reichenhall. « *Dans les livres d'histoire, on décrit Leclerc comme un héros. La vérité est que c'est un criminel de guerre* », témoigne un des participants.

Le maire de Gajac (Gironde) veut faire classer les bruits de la campagne au « patrimoine national ». Il en a en effet ras-le-bol de voir des citadins se plaindre de ces bruits qui appartiennent ontologiquement au monde rural. Des voisins ont collé en justice le fermier propriétaire d'un coq qui chantait de trop bon matin. Ici, c'est bien veaux, vaches, cochons, poules et coqs et si t'es pas d'accord tu te « casses pov'con ».

C'est ce type de contentieux pour troubles du voisinage qui fait déchanter Bruno Dionis du Séjour. L'édile de Gajac, 400 habitants, a profité du « grand débat national » pour publier une lettre ouverte défendant les bruits de la campagne, que certaines personnes, « d'origine urbaine pour la plupart », « *découvrent comme le sot découvre que les œufs ne se cueillent pas sur les arbres* ».

Manuell Valls, ex leader socialiste français expatrié en Espagne et banané aux élections municipales de Barcelone, a révélé qu'il allait épouser sa nouvelle meuf espagnole, Susanna Gallardo, femme d'affaires, influente héritière des laboratoires Almirall. Tu m'étonnes, il a pas un rond, elle est bourré de tunes ! Vive la sociale.

Migration/ islam

Le trafic n'existe pas seulement pour les cigarettes ou la drogue. Avec l'afflux de migrants, un marché noir se développe pour la prise de rendez-vous, en vue de déposer une demande de titre de séjour. Il est de plus en plus difficile d'obtenir un créneau horaire auprès de l'administration. Alors, quelques petits malins, qui ont le sens des affaires, ont créé un marché parallèle.

Christophe Castaner, comme Laurent Nunez, étaient absents à la cérémonie de l'Iftar organisée au pavillon Dauphine par le Conseil français du culte musulman. Emmanuel Macron y était présent en 2017, puis Édouard Philippe et Gérard Collomb en 2018. Valérie Pécresse était, quant à elle, bien présente et a pris la parole.

Pour les policiers français, le phénomène des « *small boats* » constitue une preuve que le port de Calais et le tunnel sont mieux gardés. En 2018, 71 tentatives de traversée de la Manche par des petits bateaux ont été recensées, parmi lesquelles 40 ont réussi. 276 illégaux sont parvenus à bon port contre 228 interceptés par les autorités françaises. Le Brexit dur se rapprochant, ces déracinés pensent qu'il faut vite traverser et les passeurs les y encouragent.

Le nombre d'expulsions forcées n'a jamais été aussi élevé depuis dix ans. Et leur coût pour les finances publiques a représenté la bagatelle d'un demi-milliard d'euros l'an dernier. De quoi aiguïser l'intérêt des députés en charge du budget de la mission Immigration, Asile et Intégration, dont l'enveloppe globale annuelle pour l'Etat est de 1,7 milliard d'euros.

Contraires aux idées reçues, les conclusions d'un rapport parlementaire sont sans appel : les expulsions forcées, très majoritaires (entre 70 et 80 % des reconduites), coûtent près de six fois plus cher qu'un retour aidé. En moyenne, 13 800 € contre 2 500 €. Nos voisins européens sont nombreux à favoriser les retours aidés.

Écologie

Aux Etats-Unis, l'utilisation du chlorpyrifoséthyl est interdite en usage résidentiel depuis 2000. Et son usage agricole aurait été également interdit si le directeur de l'Environmental Protection Agency (l'Agence fédérale de protection environnementale, dite EPA) n'en avait décidé autrement. Fraîchement nommé par Donald Trump, Scott Pruitt a annulé la procédure à quelques jours de l'échéance, le 29 mars 2017, jugeant « *insuffisantes* » les preuves scientifiques à l'encontre du pesticide.

Depuis son arrivée au pouvoir, Trump a détricoté les avancées de son prédécesseur en matière d'environnement. Il a nommé des climatosceptiques revendiqués et d'anciens lobbyistes du pétrole, du charbon ou de l'agroalimentaire à des postes clé de l'Environmental Protection Agency (EPA, qui fait office de ministère de l'Environnement) du département d'Etat ou encore du département de l'Intérieur (qui contrôle les terres fédérales et préside aux destinées des parcs nationaux, de la protection des espèces).

L'administration tente aussi de faire changer le vocabulaire, les échelles de temps ou la méthodologie de rapports sur la pollution atmosphérique, au grand dam de la communauté scientifique.

69 conteneurs remplis de déchets ont été renvoyés au Canada. Après une campagne pour exhorter le Canada à reprendre ces tonnes de déchets en décomposition, le président philippin, Rodrigo Duterte, a tranché en ordonnant le départ de cette cargaison.

Cinq mille exploitations agricoles sont passées au bio en 2018, du jamais vu en un an. Selon l'Agence bio, elles représentent désormais 9,5 % du total et 7,5 % de la surface agricole utile. Si le rythme

s'accélère, il est cependant encore insuffisant, puisque la France s'est fixé d'atteindre 15 % de superficie libérée de la chimie d'ici à 2022.

Or l'État est défaillant : si une aide financière est bien prévue pour les cinq ans de transition d'une exploitation – il faut plusieurs années pour basculer et obtenir le label AB –, celle-ci est très souvent versée avec des mois, voire des années de retard, ce qui met en péril nombre d'exploitants, et n'incite pas les autres à se lancer.

Vous en rêviez, Michelin l'a fait. Le numéro deux mondial du secteur a ainsi présenté mardi 4 juin, à l'occasion du sommet des nouvelles mobilités Movin'On à Montréal, un prototype d'une nouvelle génération : un pneu sans air et increvable. De quoi faire des économies, alors que l'on crève aujourd'hui tous les 8 000 km en Chine, tous les 55 000 km aux États-Unis et tous les 80 000 km en Europe.

Économie

Dominique Strauss-Kahn vient de mettre la dernière main à la restructuration de la dette du Congo-Brazzaville avec l'aide de Matthieu Pigasse, patron de Lazard Frères. Il s'agissait de remettre à plat une dette passée, entre 2010 et 2019, de 5 à 10 milliards de dollars. Le plus compliqué était d'arriver à convaincre les Chinois, devenus créanciers du Congo, d'accepter une telle restructuration.

Cette stupidité d'accueillir les JO en 2004 à Paris a un coût qui est évalué à ce jour à 3,8 milliards d'euros. Le comité d'organisation, le COJO, avec à sa tête Tony Estanguet, est donc à la recherche d'un portefeuille de sponsors à hauteur de 1,2 milliard d'euros. Total a été approché, mais Anne Hidalgo est contre au nom de la préservation du climat. Elle pourrait aussi avoir besoin des écolos pour son éventuelle réélection.

C'est un incident extrêmement rare qui a un effet domino sur l'approvisionnement en pétrole de toute l'Europe. Fin avril, la Russie a dû fermer totalement le pipeline Droujba, le plus long du monde, après la détection d'une importante quantité de brut contaminée par une substance chimique corrosive.

Un mois et demi plus tard, le problème n'est toujours pas entièrement résolu et une bataille se profile pour savoir qui prendra à sa charge les conséquences financières des perturbations. Un travail de titan pris en charge non seulement par l'opérateur du pipeline, le groupe public russe Transneft, mais surtout par tous ses clients, des entreprises comme Total, qui possède une raffinerie à Leuna, en Allemagne.

Culture/médias

Des scènes de sexe entre hommes et de consommation de drogues ont été retirées de la version russe du biopic sur Elton John, selon des critiques qui ont assisté à une projection dans le pays. Le ministre russe de la Culture, Vladimir Medinski, a démenti que son ministère soit à l'origine de ces coupes, arguant que la décision avait été prise par le distributeur.

De nombreux sénateurs sont inquiets des retombées négatives pour l'image de l'institution que provoque le divorce entre les télé locales et Emmanuel Kessler, le président de Public Sénat. Les télévisions locales du réseau Via et la majorité des télé indépendantes notamment celles de la PQR ont acté leur rupture avec la direction de la chaîne du Sénat.

Chroniqueuse dans la matinale de RTL, la journaliste Isabelle Saporta a annoncé sa démission de la station après la révélation publique de sa liaison avec le leader écologiste Yannick Jadot.

Soixante-quatorze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la chasse aux affreux nazis – enfin ce qu'il en reste – est toujours d'actualité. Dernier épisode, Paris demande des explications sur les indemnités versées à 1532 soldats ou auxiliaires de sécurité blessés pendant la guerre de 1939-1945 et vivant ailleurs en Europe. Il y aurait 4 Waffen-SS sur les 54 bénéficiaires résidant en France.

Il était temps. Laurent Ruquier arrête son émission du samedi soir, *On n'est pas couché*, où officiait Charles Consigny mais aussi une Christine Angot qui tenait en général des propos sans aucun intérêt. L'animateur va inaugurer une nouvelle formule sans commentateurs permanents.

Un nouveau visage - moins polémique - a pris la tête de la société éditrice de la web TV Le Media, lancée en janvier 2018 par des partisans de La France Insoumise et dont Aude Lancelin avait été viré. C'est l'historien Julien Théry qui récupère la présidence de l'Entreprise de presse Le Media.

De 15 à 17 journalistes composeront la rédaction du futur hebdomadaire du quotidien catho *La Croix* dont la sortie est programmée début octobre. Le rédacteur en chef en sera Jérôme Chapuis, ex-animateur sur RTL, et Anne Ponce qui vient du *Pèlerin*.

Tiens, c'est Daniel Rondeau, 71 ans, qui a été élu au siège de Michel Déon à l'Académie française et au premier tour après trois élections blanches. Qui c'est ce gonze ? Un ancien mao passé à la gauche prolétarienne. Bof ! Y a encore cinq sièges à pourvoir. Tu vas voir, y vont foutre la mère Angot !

Europe

Union européenne. On savait que Jean-Claude Juncker, le patron de la Commission, n'était pas à sa place. Il vient une fois encore de le confirmer par ces propos : « *Ces populistes, nationalistes stupides... ils sont amoureux de leur propre pays (...) Ils n'aiment pas les gens qui viennent de loin, j'aime les gens qui viennent de loin... nous devons agir en solidarité avec ceux qui sont dans une situation pire que la nôtre.* »

Allemagne. La présidente du parti social-démocrate allemand (SPD), Andrea Nahles, a annoncé dimanche 2/6 sa démission après la débâcle aux élections européennes, la montée des critiques en interne et des discussions sur le maintien de sa formation dans la coalition d'Angela Merkel.

Le sort de la grande coalition, dite GroKo (CDU+SPD), ne tient plus qu'à un fil. La chancelière Angela Merkel (CDU), faute d'alternative, voudrait la mener jusqu'à son terme en 2021. Mais tout ne dépend pas d'elle.

Depuis sa naissance, la GroKo a connu crise sur crise: la CDU, la CSU et le SPD paient cher électoralement leur alliance. En brouillant le clivage, la coalition favorise les extrêmes et les alternatives : les Verts et l'AfD notamment. La fin de règne d'Angela Merkel la prive aussi de toute autorité sur son gouvernement ;

Selon les données d'une étude réalisée par la *Gesellschaft für Deutsche Sprache* (Société pour la langue allemande), le prénom le plus donné à des garçons nouveau-nés à Berlin est Mohammed. Idem à Hambourg, en Sarre, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Le prénom figure aussi dans les dix noms de garçons les plus populaires dans six des 16 Länder du pays.

Angleterre. Alors que le maire de Londres, Sadiq Khan, d'origine pakistanaise, avait estimé que le Royaume-Uni avait tort de « dérouler le tapis rouge » à Trump, ce dernier lui a répondu en toutant que Khan était « *un loser total* ».

Lors du dîner de gala donné à Buckingham Palace, le président américain a été pris en flagrant délit de somnolence par les caméras du monde entier durant un peu moins d'une minute. On le voit ainsi fermer les yeux à plusieurs reprises lorsque la reine, 93 ans, évoque les relations privilégiées de leurs deux pays.

Au deuxième jour de sa visite d'Etat au Royaume-Uni, Donald Trump a encouragé le pays à rompre les ponts avec l'Union européenne. Il a apporté son soutien à Boris Johnson pour succéder à Theresa May, dont il a poliment salué le travail « fabuleux ».

Autriche. Le président Alexander Van der Bellen, 75 ans, a repris en main la gestion de la République depuis la destitution du chancelier Sebastian Kurz, le 27 mai, avec une adresse souveraine. Lundi, l'ancien chef des Verts a intronisé un gouvernement technique intérimaire. L'équipe qui devait prêter serment lundi a été choisie par le Président. C'est une prérogative exceptionnelle.

Pour le diriger, il a finalement opté, en accord avec les partis au Parlement, pour une ancienne présidente de la Cour constitutionnelle, Brigitte Bierlein. Ce choix d'une femme, la première chancelière pour la république alpine, est un geste symbolique. Alors qu'on le prenait pour une potiche, c'est tout le contraire que révèle Van der Bellen.

Danemark. Le retour de la social-démocratie au Danemark ne signifie pas pour autant que le Parti du peuple danois a perdu (droite nationale anti-immigrés). Mette Frederiksen, à la tête du parti social-démocrate depuis 2015, a imposé à sa formation un retour aux fondamentaux de gauche sur les questions économiques, compensé par un virage à droite sur les questions d'immigration et d'intégration.

Espagne. L'ex-roi Juan Carlos a envoyé une bafouille à son fils, Felipe VI, le roi en exercice, pour lui signifier son retrait définitif : « *Sûr de ma conviction, ferme et réfléchi, je te fais part, ce jour, de ma volonté et de mon désir de franchir ce cap et de cesser d'effectuer des activités institutionnelles à partir du 2 juin prochain.* »

La Cour suprême espagnole a décidé de suspendre à titre conservatoire l'exhumation de la dépouille de Francisco Franco de son mausolée, le temps que le recours en justice de la famille puisse être examiné sur le fond.

Finlande. Au terme de longues négociations, Antti Rinne du Parti social-démocrate, a présenté, lundi 3 juin, le programme de la coalition qu'il est parvenu à former avec le Parti du centre du premier ministre sortant, Juha Sipilä, la Ligue verte, l'Alliance de gauche et le Parti populaire suédois de Finlande. La gauche revient au pouvoir après seize ans d'absence.

De son côté, Jussi Halla-aho, le chef de file des Vrais Finlandais, nationaliste, arrivé deuxième aux élections législatives, a fustigé une politique « radicale » en matière d'écologie et d'immigration. Le gouvernement prévoit d'accueillir 850 réfugiés par an, soit cent de plus qu'aujourd'hui

Grèce. 12 des 13 régions grecques sont désormais aux mains du parti de droite Nouvelle démocratie. Ainsi en a décidé le deuxième tour des élections régionales. Un camouflet pour Alexis Tsipras (Syriza).

Le gouvernement grec a officiellement demandé à Berlin d'ouvrir des négociations sur sa demande de réparations financières pour les crimes commis pendant les deux guerres mondiales, en particulier pendant l'occupation nazie. Berlin a rapidement réagi en assurant que « *plus de 70 ans après la fin de la guerre, la question des réparations est close* ».

Italie. L'augmentation de la dette publique italienne justifie selon la Commission européenne l'ouverture d'une procédure disciplinaire. C'est aux Etats membres que reviendra la décision d'aller ou non de l'avant. Les marchés italiens ont accentué leurs pertes après ces nouvelles annonces.

Surfant sur la nette victoire de son parti aux élections européennes, Matteo Salvini a fait monter la pression ces derniers jours, en se disant prêt à enfreindre les règles budgétaires de l'UE et à baisser les impôts. Son partenaire de coalition, le Mouvement 5 Etoiles s'oppose, quant à lui, à une baisse des dépenses sociales et de santé.

Russie. Le président chinois XI Jinping effectue une visite de trois jours en Russie. L'occasion pour les deux dirigeants d'entretenir leur bonne entente, sur fond de guerre commerciale opposant Pékin à Washington et de tensions entre la Russie et l'Occident.

Face aux sanctions occidentales à la suite de la crise ukrainienne, l'Ours russe a décidé de se tourner vers l'Est, notamment vers le dragon chinois. Plusieurs méga-contrats sont alors nés, tels que le financement par le fonds de la Route de la soie du projet Yamal LNG et le contrat d'approvisionnement de gaz signé entre la CNPC et Gazprom.

Selon les statistiques du Service fédéral russe des douanes, la valeur des échanges commerciaux entre la Russie et l'Union européenne a chuté à 294,17 milliards de dollars en 2018, par rapport aux 417,45 milliards en 2013, tandis que celle entre la Russie et la Chine s'est élevée à 108,28 milliards de dollars l'an dernier, contre 88,84 milliards en 2013.

International

Chine. À l'approche du 30^{ème} anniversaire du massacre de Tian'anmen, mardi, les autorités chinoises ont activé plusieurs ripostes face à la France. Elles ont annulé au dernier moment une représentation en Chine du *Partage de Midi*, de Paul Claudel, jugée attentatoire aux valeurs du socialisme, demandé (ce qui a été évidemment refusé) la censure d'une soirée spéciale Chine sur Arte.

Les Chinois ont également averti les organisateurs de la Coupe du monde féminine de football. Leur demande : que les joueuses chinoises ne soient pas perturbées par des manifestations en faveur des droits de l'homme dans les stades de Rennes, Paris et Le Havre.

Etats-Unis. Le président américain, Donald Trump, a annoncé hier sur Twitter qu'il lancerait officiellement sa campagne pour un second mandat, le 18 juin, depuis la Floride, Etat clé qu'il avait remporté lors de l'élection de 2016.

Pour son voyage d'Etat en Angleterre, Donald Trump a mis les pieds dans le plat. Dans un entretien au « Sunday Times » il conseille à Theresa May de quitter la table des négociations avec l'Union européenne si ces derniers n'accèdent pas à ses demandes et de ne pas payer la note de sortie qui s'élève à près de 50 milliards d'euros. Il assure aussi que son « ami » et « bon gars » Boris Johnson (favori parmi les conservateurs pour succéder à May) ferait un « excellent travail » comme Premier ministre.

Guy Mettan : fin de partie en Europe... ou début de la vraie construction?



Journaliste, auteur, député, Guy Mettan présida longtemps les destinées du Club Suisse de la Presse, un grand forum d'échanges et de débat libre au cœur de la Genève internationale. Il publie aujourd'hui *Le continent perdu* (éd. des Syrtes), un plaidoyer pour une Europe démocratique et souveraine» à la fois féroce par ses constats et idéaliste, en apparence, par la solution qu'il propose. Nous lui avons demandé quelques éclaircissements.

Le Continent perdu paraît quatre ans après Russie-Occident. Une guerre de mille ans. Dans ce précédent livre, d'une certaine manière, vous esquissez une stratégie d'unification européenne autour d'un ennemi commun plus ou moins fictif, la Russie. Ce nouvel essai s'inscrit-il dans une continuité de réflexion ou est-ce un hasard du calendrier?

Non, il s'agit d'une trilogie sur le destin de l'Occident, le prochain livre devant porter sur la transformation de la république impériale américaine en nouvel empire globalitaire. L'approche des élections du parlement européen a ensuite servi d'occasion pour publier le livre.

Pourquoi écrire ce livre aujourd'hui?

Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre la phase historique dans laquelle s'inscrit l'Europe d'aujourd'hui. Dans mon enquête historique, j'ai identifié deux destins possibles pour l'Europe contemporaine. Soit une évolution à la manière du Saint-Empire romain germanique, qui frappe par sa résilience et sa longévité (844 ans ce n'est pas rien), mais qui très vite, à cause de ses insuffisances en matière de gouvernance politique, économique et militaire, a été frappé par des exits successifs (Bourgogne, Suisse, Italie, etc.) qui l'ont amené à se recroqueviller sur son noyau dur germanique et à se vider de sa substance, à perdre sa raison d'être. Dans ce sens, le Brexit, réussi ou pas, est un signe de ce qui attend l'Union européenne sur le long terme.

Une autre évolution possible serait le scénario grec, à savoir l'attrition de la civilisation grecque qui a suivi la grande guerre civile que fut la guerre du Péloponnèse entre 432 et 404 avant notre ère. Cette guerre fut totale, mondiale pour l'époque car elle a impliqué non seulement la Grèce entière mais toutes ses colonies méditerranéennes. Et elle s'est déroulée en deux phases interrompues par une longue trêve. La paix revenue, la Grèce n'a plus jamais été comme avant. La créativité religieuse, l'élan philosophique, l'innovation politique, le rayonnement industriel et commercial ont décliné. Le ressort de la civilisation grecque s'est cassé. Et les tentatives pour remédier à cet état de fait – création de ligues, de confédérations pour éviter le retour des guerres fratricides – ont toutes échoué car les Grecs sont restés divisés et incapables de se doter d'institutions inclusives et performantes.

Ces divisions ont favorisé les ingérences extérieures, macédonienne et surtout romaine. Les Romains, puissance montant d'Occident, sont intervenus trois fois en Grèce et, la troisième fois, y sont restés, réduisant la Grèce à l'état de colonie romaine.

Or c'est exactement ce qui est arrivé à l'Europe après la Grande Guerre Civile de 1914-1945 qui a brisé l'élan de la civilisation européenne à travers ses deux vagues successives. La Kultur

germanique s'est effondrée et la fine fleur de l'intelligentsia européenne a émigré aux États-Unis. Ce pays, nouvelle Rome surarmée, est intervenu trois fois en Europe en 1917, en 1942-1945 et à partir de 1947 avec le Plan Marshall et la Guerre froide. Il y est toujours solidement implanté grâce à ses bases militaires et à l'OTAN et a étendu son emprise à l'économie à travers l'extraterritorialisation de son droit et par l'imposition de sanctions économiques contre les adversaires qu'il désigne unilatéralement. Et la tentative d'unification des Européens pour conjurer ce déclin et retrouver leur indépendance est vouée à l'échec à cause des insuffisances délibérées de la construction européenne incarnée par l'Union actuelle.

A la lumière de vos recherches sur les cinq échecs successifs de la construction européenne, comment analysez-vous les élections du 26 mai? Révolution ou hypernormalisation?

Les élections du 26 mai ne changeront pas la donne et ne permettront pas d'envisager un redressement ou une correction radicale du projet européen. Le paysage politique est encore plus fragmenté qu'avant et le Parlement n'est de toute façon qu'un demi-parlement puisqu'il ne peut pas proposer de lois, ce privilège étant du ressort exclusif de la Commission, qui est cooptée plutôt qu'élue démocratiquement. Et dans aucun camp il n'existe de volonté de dépasser les blocages et d'envisager une Europe fédérale, protectrice des nations qui la composent, souveraine et active sur le plan international. Les européistes et les libéraux ne veulent pas d'un État fédéral qui encadrerait le commerce, le libre-échange, la finance et l'activisme des grandes entreprises, tandis que les souverainistes et eurosceptiques adhèrent à l'ultralibéralisme ambiant (sauf sur le plan des migrations) et sont incapables de définir les contours et le mode de fonctionnement de leur «Europe des nations». Sans compter que les deux pays moteurs y sont hostiles pour des raisons inverses: les Français, centralistes depuis mille ans, ne comprennent rien au fédéralisme, tandis que les Allemands, eux, le comprennent trop bien et ne veulent plus partager le pouvoir économique et politique qu'ils ont acquis en Europe depuis la réunification de 1991.

L'avenir possible que vous voyez pour le continent passerait par une extension du modèle suisse, que vous qualifiez de «disruption démocratique». À la fin du livre, vous donnez même une «petite leçon de fédéralisme». Est-ce encore l'orgueil pédagogique des Suisses qui vous anime — le «y en a pas comme nous»?

Je suis très critique avec la Suisse, et notamment à propos de sa désinvolture vis-à-vis de la neutralité. Nous avons quasiment adhéré à l'OTAN et renoncé aux immenses avantages moraux et politiques de la neutralité. La Suisse n'est pas plus géniale que les autres. Mais la méthode suisse reste une source d'inspiration: faire vivre ensemble sans heurts majeurs 23 États disparates depuis 170 ans grâce aux mécanismes de la démocratie directe – doit d'initiative et de référendum – devrait faire réfléchir les autres Européens. Le RIC était d'ailleurs une revendication des Gilets jaunes. Ce qui manque à l'Europe, c'est la volonté des élites de travailler avec le peuple plutôt que contre lui, en acceptant de redistribuer une partie des richesses et de créer les instruments d'une vraie participation des citoyens à la gestion du pouvoir politique. A un moment de leur histoire, les élites suisses ont su faire le pas, même si je ne suis pas sûr qu'elles le referaient aujourd'hui. Mais l'Europe se trouve dans une phase où, comme dans la Suisse d'après 1815, un tel saut qualitatif devrait être fait.

Quel est ce facteur débilisant primordial que l'_helvétisation_universelle serait appelée à résoudre?

Celui de l'impuissance de l'Europe! Comment imaginer que le continent qui, uni du Portugal à l'Oural comme le voulait de Gaulle, serait la première puissance économique et intellectuelle du monde et pourrait jouer le rôle de force d'équilibre entre une Amérique qui se crispe et une Chine qui s'affirme chaque jour davantage, s'efface de la scène mondiale par sa servitude volontaire devant les intérêts américains et son agressivité vis-à-vis de ces autres Européens que sont les Orthodoxes et les Russes? Face aux tensions croissantes, à l'escalade de la

confrontation États-Unis-Chine, aux défis colossaux du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, devons-nous laisser ces conflits s'installer au cœur même de notre continent ou au contraire dépasser ces divisions pour devenir la force de stabilisation et d'impulsion qui devrait tirer l'humanité en avant? Et devons-nous laisser les querelles de chapelle entre européistes et souverainistes occuper la totalité du champ politique continental ?

Source :*Antipresse*

Le continent perdu, par Guy Mettan, Ed. des Syrtes, 262 p., 19€

Sites à consulter

TVLibertés

débat sur RTL Eric Zemmour- JM Domenach

faut-il détester la Russie ? par Guy Mettan

Guy Mettan en podcast

analyse d'un scrutin... on acquiesce

question autour de la 5G

Journées de lecture

***Le continent perdu*, par Guy Mettan, Ed. des Syrtes, 246 p., 19€**

L'ouvrage de Guy Mettan a comme point de départ l'échec de l'Europe actuelle, qu'il appelle « vertige de l'insignifiance ». L'Union européenne s'étend du Portugal aux pays baltes et au Kosovo, a imposé l'ultralibéralisme anglo-saxon et la libre circulation des biens et des personnes sur l'ensemble de son territoire. Mais à quel prix ?

Sur l'écologie, les problèmes du climat et les enjeux industriels ont vous recommande les deux ouvrages suivants :

***Climat, mensonges et propagande*, par Hacène Arezki, Ed. Thierry Souccar, 2010, 320 p., 25 €**

Parce qu'elle dissimule des enjeux idéologiques et économiques colossaux, une banale controverse scientifique a pris une ampleur qui confine à l'hystérie.

La lutte contre le réchauffement global est devenue une croisade, une obsession qui ajoute à la confusion et tue le débat scientifique.

***La fabrique du mensonge, comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger*, par Stéphane Foucart, Gallimard Folio, 416 p., 9,50 €**

Une part de l'activité des grandes entreprises consiste aujourd'hui à manipuler la science, pour instiller le doute. Les fabricants de tabac, les premiers, recrutèrent de faux experts, firent publier des études biaisées, organisèrent des fausses conférences scientifiques et corrompirent des sociétés savantes afin de convaincre que le tabac n'était peut-être pas responsable du cancer du poumon. Les mêmes procédés ont été remis au goût du jour pour relativiser ou nier le réchauffement climatique, etc.

Michel Serre : Mort d'un sophiste



L'Académie française a tout vu, en matière de réception des impétrants, au cours des trente dernières années : celui qui arrive en retard à sa propre réception (François Weyergans, à qui les nécrologies de *Libération* puis *La Croix* attribuaient la semaine dernière « *une grande élégance* » – *sic*) ; celui qui ne veut ni porter l'habit ni même faire son discours (Robbe-Grillet) ; celui qui refuse d'arborer une traditionnelle épée (Michel Serres, dès 1990)...

Le plus fort est que le pacifiste Serres (né le 1er septembre 1930), traumatisé par la bombe d'Hiroshima, dit-il, à 14 ans, avait choisi l'armée à 18 ans, entrant à l'Ecole navale en 1949. On le voit, ce n'était pas vraiment un logicien. Se ravisant, il partit préparer l'ENS de la rue d'Ulm, où il entra à 21 ans, mais il fut rappelé comme enseigne de vaisseau en 1956 au moment de l'expédition de Suez... à laquelle participa un autre réserviste célèbre, Jean-Marie Le Pen. Agrégé de philosophie depuis 1952, Michel Serres enseigna dans les universités de Clermont, puis Vincennes, soutint une thèse sur Leibniz, puis finit professeur d'histoire (des sciences) à la Sorbonne.

En réalité, c'était le type même du sophiste, selon la définition de Littré, qui ne se trompe jamais : « *Le sophiste cherche plus à faire parade de son esprit qu'à reconnaître la vérité.* » Larousse ajoute que l'enseignement du sophiste « *consiste à jouer sur les mots et à manipuler les raisonnements* ». Avec sa faconde méridionale et son accent d'Agen (où il a déjà une avenue, mais Jasmin y a bien une statue), Michel Serres pouvait disserter de toute chose pensable, et de quelques autres comme Tintin, la garbure, le poisson volant ou le dragon à cinq têtes.

De 2004 à 2018, il a été le philosophe maison de France Info (pour ne rien dire de ses autres postes stratégiques dans l'audiovisuel, sur la 5 notamment). On ne bénéficie pas des heures de grande écoute, ni d'une telle longévité sur une antenne d'Etat, sans respecter scrupuleusement les modes, les consignes, et les interdits du moment. La chute des équipes radio du septennat Hollande entraîna toutefois celle de son émission – « *aboli bibelot d'inanité sonore* », comme disait Mallarmé...

En 2013, Serres fit partie, avec Rinaldi (homo), Fernandez (homo), Florence Delay et Danièle Sallenave, du petit *lobby LGBT* de l'Académie militant pour le « mariage » homosexuel. Il fut même l'un des plus engagés en faveur de la loi Hollande-Taubira, dès octobre 2012 dans *La Dépêche du Midi*, puis en février 2013 dans la revue jésuite *Etudes*, où le sophiste était à son affaire : avec la bénédiction du R.P. François Euvé, directeur de la revue, il s'employa à « démontrer » que la Sainte Famille avait donné l'exemple d'une « reconstruction » des couples. Il laisse une centaine de livres et anthologies. Il serait présomptueux (et vain) de parler de leur contenu. On nous dit seulement que *Petite Poucette* (2012), où il glosait sur le phénomène des smartphones, est son plus fort tirage, avec 270 000 exemplaires.

Robert Le Blanc, Présent (4/6/19)